



**ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2014

**ANALYSE PAR LA DIRECTION DE LA SITUATION FINANCIÈRE
ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION**

TABLE DES MATIÈRES

Mesures non conformes aux IFRS	3
Déclarations prospectives.....	4
Aperçu général	4
Acquisition de APPH.....	4
Contrat portant sur les appareils Boeing B-777 et B-777X.....	6
Résultats d'exploitation.....	6
Opérations sur devises.....	6
Ventes consolidées.....	7
<i>Répartition géographique des ventes</i>	8
Marge brute	8
Frais de vente et d'administration.....	9
Frais liés à l'acquisition.....	9
Résultat opérationnel.....	9
Frais financiers	9
Charges non récurrentes.....	10
Charge d'impôt sur le résultat.....	10
Résultat net.....	11
Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global.....	11
Situation de trésorerie et sources de financement	12
<i>Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	12
<i>Activités d'exploitation</i>	13
<i>Activités d'investissement</i>	14
<i>Activités de financement</i>	15
Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions	15
Régime de droits à la plus-value d'actions (« DPVA »), régime d'unités d'actions différées (« UAD ») et régime d'unités d'actions liées au rendement (« UAR »).....	16
Bilans consolidés.....	17
Aide gouvernementale.....	19
Engagements, instruments dérivés, postes hors bilan et éventualités.....	19
Modifications de méthodes comptables.....	20
Contrôles et procédures internes.....	21
Risques et incertitudes	21
Données financières trimestrielles choisies.....	22
Perspectives	23
Renseignements supplémentaires et information continue	23

Analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation

La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation (l'« analyse ») vise à fournir au lecteur un aperçu de l'évolution de la situation financière de Héroux-Devtek Inc. et de ses filiales (« Héroux-Devtek » ou « la Société ») entre le 31 mars 2014 et le 31 décembre 2014. Elle permet également de comparer les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014 à ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Cette analyse doit être lue en parallèle avec les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités de la Société pour le trimestre clos les 30 juin 2014, la période de six mois close le 30 septembre 2014 et la période de neuf mois close le 31 décembre 2014, de même qu'avec les états financiers consolidés audités et l'analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation de l'exercice clos le 31 mars 2014. Ces documents sont disponibles sur le site Web de la Société au www.herouxdevtek.com. La présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation est fondée sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités établis conformément à l'IAS 34, Information financière intermédiaire, et utilise le dollar canadien comme monnaie de présentation. Sauf indication contraire, tous les montants apparaissant dans cette analyse sont exprimés en dollars canadiens.

Mesures non conformes aux IFRS

La Société utilise le bénéfice avant intérêts, impôts et amortissement (« BAIIA »), le BAIIA ajusté, le résultat net ajusté et le résultat par action ajusté pour évaluer sa performance financière. Ces mesures financières n'ont pas de sens normalisé prescrit par les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et il est donc peu probable que l'on puisse les comparer avec des mesures du même type présentées par d'autres émetteurs. La direction de la Société et les investisseurs estiment toutefois que ces mesures leur procurent une information utile pour évaluer la rentabilité, les flux de trésorerie et la capacité de la Société à générer les fonds nécessaires au financement de ses activités et à ses besoins de dépenses en immobilisations.

Le BAIIA et le BAIIA ajusté de la Société sont calculés comme suit :

(en milliers \$)	Trimestres clos		Neuf mois clos	
	les 31 décembre		les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Résultat net	(1 909)	2 608	4 864	8 006
Charge d'impôt sur le résultat (recouvrement)	(1 279)	624	(160)	1 112
Frais financiers	1 373	917	4 347	2 603
Charge d'amortissement et perte de valeur des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	12 757	3 021	21 115	9 450
BAIIA	10 942	7 170	30 166	21 171
Frais liés à l'acquisition	—	1 116	—	1 380
Frais de restructuration	602	—	1 716	—
BAIIA ajusté	11 544	8 286	31 882	22 551

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, l'augmentation du BAIIA ajusté par rapport au précédent exercice reflète essentiellement les résultats de APPH (acquise le 3 février 2014) en partie contrebalancés par une hausse des frais de vente et d'administration et une diminution de la marge brute exprimée en pourcentage des ventes, comme il est expliqué dans les rubriques qui suivent.

Le résultat net ajusté et le résultat par action ajusté de la Société sont calculés comme suit :

(en milliers \$, sauf les données par action)	Trimestres clos		Neuf mois clos	
	les 31 décembre		les 31 décembre	
	2014	2013	2014	2013
Résultat net	(1 909)	2 608	4 864	8 006
Frais liés à l'acquisition, après impôts	—	1 089	—	1 300
Charges non récurrentes, après impôts ⁽¹⁾	6 270	—	7 092	—
Résultat net ajusté	4 361	3 697	11 956	9 306
Résultat par action – de base et dilué	(0,05)	0,08	0,14	0,25
Frais liés à l'acquisition, après impôts	—	0,04	—	0,05
Charges non récurrentes, après impôts ⁽¹⁾	0,17	—	0,21	—
Résultat par action ajusté – de base	0,12	0,12	0,35	0,30
Résultat par action ajusté – dilué	0,12	0,12	0,34	0,29

⁽¹⁾ Comprend la perte de valeur des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée et les frais de restructuration

Se reporter aux rubriques qui suivent pour obtenir des explications sur les variations du résultat net et du résultat par action, de base et dilué, durant le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, par rapport au précédent exercice.

Déclarations prospectives

Dans le but de fournir aux actionnaires et aux investisseurs potentiels des renseignements concernant Héroux-Devtek, notamment l'évaluation par la direction des projets et des activités à venir, certaines déclarations de la présente analyse (y compris celles présentées à la rubrique intitulée « Perspectives ») constituent des déclarations prospectives soumises à des facteurs de risque, des incertitudes et d'autres facteurs importants susceptibles de faire en sorte que le rendement réel de la Société diffère grandement de celui indiqué ou sous-entendu par ces déclarations prospectives.

Ces facteurs comprennent, sans toutefois s'y limiter : l'impact des conditions économiques mondiales; la situation de l'industrie, y compris les amendements aux lois et aux règlements; l'intensification de la concurrence; une pénurie de personnel ou de gestionnaires qualifiés; la disponibilité et les fluctuations des prix des matières premières; les variations des taux de change ou d'intérêt; la volatilité des marchés boursiers; la réussite de l'intégration de APPH; les risques de litiges et les incidences des politiques comptables établies par les autorités de normalisation internationales. Certains de ces facteurs font l'objet d'une description plus détaillée à la rubrique intitulée « Risques et incertitudes » de la présente analyse. Il faut noter que la présente liste de facteurs susceptibles d'influer sur la croissance, les résultats et le rendement à venir n'est pas exhaustive, et que le lecteur ne devrait pas accorder une confiance induite aux déclarations de nature prospective.

Bien que la Société estime que les attentes exprimées par le biais des déclarations prospectives sont fondées sur les renseignements dont elle disposait au moment où elle a formulé lesdites déclarations prospectives, rien ne peut garantir que ces prévisions se révéleront exactes. Toutes les déclarations prospectives faites ultérieurement, par écrit ou verbalement, par la Société ou quiconque agissant en son nom, doivent être considérées expressément à la lumière des mises en garde susmentionnées. À moins qu'elle n'y soit tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Société nie expressément toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser tout énoncé prospectif, que ce soit à la lumière de nouveaux renseignements, d'événements à venir ou autrement.

Aperçu général

Héroux-Devtek et ses filiales se spécialisent principalement dans la conception, le développement, la fabrication ainsi que la réparation et l'entretien de systèmes et de composants de trains d'atterrissage destinés principalement au marché de l'aérospatiale. La Société a également bâti une équipe d'ingénierie de conception chevronnée et reconnue.

La Société est la troisième plus importante entreprise de trains d'atterrissage à l'échelle mondiale et offre aux secteurs commercial et militaire du marché de l'aérospatiale de nouveaux systèmes et composants de trains d'atterrissage de même que des produits et services sur le marché secondaire (y compris des pièces de rechange et des services d'entretien et de réparation).

Le 3 février 2014, la Société a acquis la totalité du capital-actions de APPH Limited, basée au Royaume-Uni, et de APPH Wichita, Inc., basée aux États-Unis, des filiales de la société BBA Aviation Plc. APPH est un fournisseur intégré de trains d'atterrissage ainsi que de systèmes hydrauliques et d'assemblages destinés aux fabricants d'équipement d'origine (« OEM ») et au marché des pièces de rechange. Les principales activités de APPH Limited sont basées à Runcorn et Nottingham, au Royaume-Uni et celles de APPH Wichita, Inc. à Wichita, au Kansas. À la suite de l'acquisition, la Société couvre désormais le marché européen, en plus d'avoir accru et diversifié sa clientèle.

Dans le secteur commercial, la Société est présente sur les marchés des gros porteurs commerciaux, des jets d'affaires, des avions régionaux et des hélicoptères. Dans le secteur militaire, la Société fournit des pièces et des services à l'ensemble des principaux programmes d'avions militaires aux États-Unis et en Europe, à la suite de l'acquisition de APPH. Par conséquent, une part importante des ventes de la Société est réalisée auprès d'un nombre limité de clients situés au Canada, aux États-Unis et en Europe.

La Société a son siège social à Longueuil, au Québec, et possède des installations dans le Grand Montréal (Longueuil, Laval et Saint-Hubert), à Kitchener et à Toronto, en Ontario, à Springfield et à Cleveland, dans l'Ohio, à Wichita, au Kansas, ainsi qu'à Bolton, Runcorn et Nottingham au Royaume-Uni. Toutes les installations se consacrent à la fabrication de systèmes et de composants de trains d'atterrissage, à l'exception de l'usine de Toronto (« Magtron ») qui fabrique des boîtiers pour systèmes électroniques, des échangeurs de chaleur et des cabinets pour des systèmes de radar aéroporté, des systèmes électro-optiques et des commandes de contrôle d'avions, et de l'usine de Bolton (« Bolton ») qui fabrique des filtres à fluides destinés aux moteurs d'aéronefs.

Acquisition de APPH

Le 3 février 2014, la Société a signé une entente visant l'acquisition de la totalité du capital-actions de APPH Limited, basée au Royaume-Uni, et de APPH Wichita Inc. basée aux États-Unis (collectivement, « APPH »), auprès de BBA Aviation Plc (LSE : BBA), pour une contrepartie de 124,2 millions de dollars US (138,7 millions de dollars), déduction faite de la trésorerie acquise de 3,8 millions de dollars US (4,3 millions de dollars).

L'opération a été financée au moyen des liquidités disponibles de la Société pour un montant de 54,9 millions de dollars US (61,3 millions de dollars) et de sa facilité de crédit existante pour un montant de 69,3 millions de dollars US (77,4 millions de dollars).

APPH est un fournisseur intégré de trains d'atterrissage ainsi que de systèmes hydrauliques et d'assemblages destinés aux OEM et au marché des pièces de rechange, qui dessert tant le secteur commercial que militaire. APPH se spécialise dans la conception, l'ingénierie, la fabrication et le soutien après-vente de trains d'atterrissage et de systèmes hydrauliques et d'assemblages destinés aux aéronefs civils et militaires à voilure fixe et tournante. Héroux-Devtek a fait l'acquisition de quatre usines situées au Royaume-Uni et d'une autre à Wichita, au Kansas. Ces usines comptent au total environ 400 employés, dont 40 professionnels œuvrant au sein du service d'ingénierie de conception. Les principaux programmes de conception auxquels participe APPH comprennent notamment les systèmes de trains d'atterrissage des appareils Hawk (BAE Systems), SAAB 340, SAAB 2000, SAAB Gripen, AW101 (AgustaWestland), C27J Spartan (Alenia) et EC175 (Airbus Helicopters).

L'acquisition de APPH élargit la présence géographique de la Société sur le marché européen, procure à la Société du contenu important dans le cadre de plusieurs programmes d'envergure, accroît et diversifie davantage la clientèle de la Société et augmente son exposition à l'attrayant marché des pièces de rechange. Du fait qu'elle tire la majeure partie de ses revenus de programmes en vertu desquels elle est titulaire des droits sur les dessins dans le cadre de mandats valides pour la durée de vie utile des appareils, APPH procure aussi à Héroux-Devtek une proportion accrue de programmes de produits propriétaires par rapport aux activités de fabrication sur devis.

Les frais liés à l'acquisition déboursés par la Société se sont chiffrés à 5,0 millions de dollars pour l'exercice clos le 31 mars 2014, dont une tranche de 1,4 million de dollars a été engagée au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2013. Ces frais sont principalement constitués d'honoraires professionnels, de frais de transaction ainsi que d'autres dépenses engagés dans le cadre de l'acquisition de APPH, comme il est expliqué plus haut.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2014, la Société a finalisé la répartition du prix d'achat. Ces ajustements et reclassements sont principalement liés à l'évaluation des coûts et des passifs reliés aux programmes de développement.

	Répartition préliminaire du prix d'achat	Ajustements et reclassements	Répartition finale du prix d'achat
Trésorerie	4 264 \$	— \$	4 264 \$
Comptes clients	15 548	568	16 116
Stocks	39 310	2 029	41 339
Autres actifs à court terme	854	182	1 036
Total de l'actif à court terme	59 976	2 779	62 755
Immobilisations corporelles	14 896	—	14 896
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée ⁽¹⁾	25 469	—	25 469
Actifs d'impôt différé	1 098	1 238	2 336
Total de l'actif à long terme	41 463	1 238	42 701
Comptes fournisseurs et charges à payer	12 535	4 906	17 441
Comptes fournisseurs – autres et autres passifs ⁽²⁾	1 698	—	1 698
Provisions	5 611	2 470	8 081
Total du passif à court terme	19 844	7 376	27 220
Autres passifs ⁽²⁾	3 306	2 038	5 344
Total du passif à long terme	3 306	2 038	5 344
Actifs et passifs identifiables, montant net	78 289	(5 397)	72 892
Goodwill à l'acquisition	64 713	5 397	70 110
Total de la contrepartie	143 002	—	143 002
Trésorerie acquise	4 264	—	4 264
Sortie de fonds, montant net	138 738 \$	— \$	138 738 \$

⁽¹⁾ Essentiellement constitué des relations clients et des contrats.

⁽²⁾ Essentiellement constitué des produits différés.

Dans la présente analyse, la direction explique les résultats consolidés pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014 qui englobent ceux de APPH. Pour tous les points importants expliqués, la direction fait ressortir l'incidence de l'acquisition sur les résultats de l'exercice en cours afin d'aider le lecteur à comprendre l'évolution des résultats d'un exercice à l'autre, abstraction faite de l'acquisition.

Contrat portant sur les appareils Boeing B-777 et B-777X (« B-777 »)

En décembre 2013, HDI Landing Gear USA Inc., une filiale en propriété exclusive de Héroux-Devtek, a signé un contrat à long terme avec la société The Boeing Company (« Boeing ») pour la fourniture de systèmes complets de trains d'atterrissage destinés aux programmes des appareils Boeing B-777 et B-777X (« B-777 »). Ce contrat est le plus important jamais accordé aux activités de trains d'atterrissage de la Société.

En vertu du contrat à long terme, HDI Landing Gear USA Inc. fournira des systèmes complets de trains d'atterrissage, y compris les trains d'atterrissage principaux et avant, ainsi que la contrefiche longitudinale du train avant. Le contrat englobe aussi la fabrication de pièces de rechange qui seront vendues par Boeing sur le marché secondaire. Aux termes du contrat pluriannuel, les livraisons commenceront au début de l'année civile 2017 avec une option de prolongation du contrat jusqu'en 2028.

Afin de mener à bien cet important contrat à long terme, la Société a mis en place un plan d'investissement ci-après désigné « le Plan », qui comprend principalement la construction d'une nouvelle usine de pointe à Cambridge, en Ontario, l'expansion du réseau actuel d'installations y compris un centre de finition très moderne à Cleveland, dans l'Ohio, de même que des investissements dans de la machinerie et de l'équipement automatisés à la fine pointe de la technologie pour la fabrication de composants complexes et critiques.

L'investissement total estimé à 105 millions de dollars, échelonné pour l'essentiel sur les exercices financiers de la Société qui prendront fin les 31 mars 2015 et 2016, est supérieur à l'estimation initiale de 90 millions de dollars, en raison surtout de l'application d'un taux de conversion des devises plus élevé pour les achats de machinerie et d'équipement, qui sont principalement effectués en dollars US. La Société a également engagé des montants supplémentaires afin d'acquérir d'autres terrains et d'avoir à sa disposition de la capacité additionnelle de finition pour soutenir sa croissance au-delà de l'horizon du Plan. Ces investissements s'ajouteront aux dépenses en immobilisations prévues pour maintenir les installations et équipements existants qui sont actuellement évaluées à environ 30 millions de dollars pour la période de deux ans qui prendra fin le 31 mars 2016.

Le plan d'investissement sera financé pour l'essentiel au moyen des liquidités disponibles de la Société et de sa facilité de crédit existante, de même que par le biais de contrats de location-financement.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Opérations sur devises

La Société est exposée aux fluctuations de change découlant de la conversion des revenus (ventes), des charges et des éléments d'actif et de passif de ses établissements à l'étranger, de même que de la conclusion de transactions commerciales libellées principalement en dollars US et en livres sterling (« GBP »). Les transactions libellées en devises sont initialement comptabilisées au taux de change de la monnaie fonctionnelle à la date des transactions, à l'exception des contrats de change à terme, tandis que l'état des résultats des établissements à l'étranger est converti au taux de change moyen. Les contrats de change à terme, aux fins de la comptabilité de couverture, sont classés et traités comme couvertures de flux de trésorerie conformément aux méthodes comptables de la Société. Aux dates des bilans, les taux de clôture sont utilisés pour convertir les actifs et les passifs monétaires libellés en devises étrangères ainsi que les éléments d'actif et de passif des établissements à l'étranger.

Les taux de change moyens pour les trimestres et les périodes de neuf mois clos les 31 décembre 2014 et 2013, ainsi que les taux de clôture au 31 décembre 2014 et au 31 mars 2014 s'établissaient comme suit :

\$ Canadien/équivalent 1 \$ US	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Taux moyen pour les trimestres clos les	1,1357	1,0498
Taux moyen pour les périodes de neuf mois closes les	1,1052	1,0372
\$ Canadien/équivalent 1 \$ US	31 décembre 2014	31 mars 2014
Taux de clôture	1,1601	1,1055
\$ Canadien/équivalent 1 GBP	31 décembre 2014	31 décembre 2013
Taux moyen pour les trimestres clos les	1,7974	—
Taux moyen pour les périodes de neuf mois closes les	1,8165	—
\$ Canadien/équivalent 1 GBP	31 décembre 2014	31 mars 2014
Taux de clôture	1,8071	1,8430

Comme il est indiqué ci-dessus, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, les valeurs moyennes du dollar canadien, par rapport à celle du dollar américain, ont diminué respectivement de 8,2 % et 6,6 % d'un exercice à l'autre, et cette baisse a eu un impact positif sur les ventes et les résultats libellés en dollars US de la Société, y compris ceux des activités canadiennes, mais excluant les fluctuations des contrats de change à terme. Depuis le 31 mars 2014, les variations des taux de clôture présentés ci-dessus (« taux de change ») ont eu un

impact favorable (gain) sur les postes du bilan libellés en dollars US de la Société à la clôture de ce trimestre, mais ont une incidence négative (perte) sur les postes du bilan libellés en livres sterling. L'incidence de la fluctuation des devises sur les ventes, la marge brute et certains éléments du bilan de la Société est présentée plus loin dans la présente analyse.

La Société a recours à des instruments financiers dérivés, conformément à sa politique de couverture, pour se protéger contre les risques liés aux fluctuations des devises (dollar canadien par rapport au dollar US) et en atténuer les effets. Au 31 décembre 2014, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 113,8 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0887. Ces contrats viennent à échéance à différentes dates entre les mois de janvier 2015 et mars 2018, mais principalement au cours du présent exercice financier et du prochain.

Ventes consolidées

Les ventes consolidées ont progressé de 26,9 millions de dollars, soit 43,8 %, au troisième trimestre clos le 31 décembre 2014 pour s'établir à 88,4 millions de dollars, comparativement à 61,4 millions de dollars lors du précédent exercice. Si l'on exclut les ventes de 24,5 millions de dollars générées par l'acquisition de APPH, les ventes consolidées se sont chiffrées à 63,9 millions de dollars, ce qui représente une progression de 2,5 millions de dollars, ou 4,0 % par rapport aux ventes réalisées l'an dernier. Ceci s'explique par un accroissement des ventes dans le secteur commercial de 3,1 millions de dollars, ou 10,9 %, résultant principalement d'une augmentation des ventes liées à certains programmes de gros porteurs commerciaux, et par la mise en production du nouveau programme des appareils Legacy 450/500 d'Embraer, en partie contrebalancé par un recul des ventes de produits militaires de 0,6 million de dollars, ou 1,9 %, essentiellement attribuable à une baisse de la demande pour des pièces de rechange de la part du gouvernement américain. Les fluctuations de change ont eu pour effet d'accroître les ventes de 3,2 millions de dollars, ou 5,2 %, par rapport à l'exercice précédent.

Depuis le début de l'exercice, les ventes consolidées ont progressé de 78,0 millions de dollars, soit 43,2 %, pour atteindre 258,9 millions de dollars, comparativement à 180,8 millions de dollars l'an dernier. Si l'on exclut les ventes de 72,1 millions de dollars générées par l'acquisition de APPH, les ventes consolidées se sont élevées à 186,7 millions de dollars, en hausse de 5,9 millions de dollars, ou 3,3 %, par rapport à l'an dernier. Cette progression est attribuable à un accroissement des ventes de 10,5 millions de dollars, ou 12,5 %, dans le secteur commercial, découlant essentiellement des mêmes raisons que celles indiquées plus haut, en partie contrebalancé par un recul de 4,6 millions de dollars, ou 4,7 %, des ventes de produits militaires. Les fluctuations de change ont eu pour effet d'accroître les ventes de 6,7 millions de dollars, ou 3,7 %, par rapport à l'exercice précédent.

Les ventes peuvent être ventilées par secteur comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 31 décembre</u>				<u>Neuf mois clos</u> <u>les 31 décembre</u>			
	2014	2013	Variation		2014	2013	Variation	
	(en milliers \$)	(en milliers \$)	(en milliers \$)	%	(en milliers \$)	(en milliers \$)	(en milliers \$)	%
Commercial	39 928	28 476	11 452	40,2	120 778	83 750	37 028	44,2
Militaire ⁽¹⁾	48 440	32 972	15 468	46,9	138 084	97 072	41 012	42,2
Total	88 368	61 448	26 920	43,8	258 862	180 822	78 040	43,2

⁽¹⁾ : Inclut les produits militaires vendus à des clients civils et des gouvernements.

Les ventes commerciales ont progressé de 11,5 millions de dollars, soit 40,2 % au cours du trimestre, pour atteindre 39,9 millions de dollars, comparativement à 28,5 millions de dollars lors du précédent exercice. Depuis le début de l'exercice, elles s'élèvent à 120,8 millions de dollars, en hausse de 37,0 millions de dollars, ou 44,2 %, comparativement à 83,8 millions de dollars l'an dernier. Si l'on exclut celles générées par les activités de APPH, les ventes commerciales ont augmenté de 3,1 millions de dollars, ou 10,9 %, pour le trimestre et de 10,5 millions de dollars, ou 12,5 % depuis le début de l'exercice. Cette hausse est attribuable à l'accroissement des cadences de production de certains programmes de gros porteurs commerciaux, essentiellement ceux des B-777 et B-787, ainsi qu'à une augmentation des ventes dans le marché des jets d'affaires principalement liée à la mise en production du nouveau programme des appareils Legacy 450/500 d'Embraer, en partie contrebalancés par une baisse des ventes liées au programme du CL-415 de Bombardier sur le marché secondaire. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, les fluctuations de change ont eu pour effet d'accroître les ventes commerciales de 1,8 million de dollars et de 3,3 millions de dollars respectivement, par rapport au précédent exercice.

Les ventes de produits militaires ont enregistré une hausse de 15,5 millions de dollars, soit 46,9 %, au cours du trimestre, pour s'élever à 48,4 millions de dollars, comparativement à 33,0 millions de dollars un an auparavant. Depuis le début de l'exercice, elles affichent une hausse de 41,0 millions de dollars, soit 42,2 % et s'établissent à 138,1 millions de dollars, contre 97,1 millions de dollars lors de l'exercice précédent. Si l'on

exclut celles générées par les activités d'APPH, les ventes de produits militaires ont reculé de 0,6 million de dollars, ou 1,9 %, au cours du trimestre, et ont connu une baisse de 4,6 millions de dollars, ou 4,7 %, depuis le début de l'exercice. Ce recul des ventes de produits militaires est attribuable à une baisse de la demande pour les pièces de rechange, principalement dans le cadre du programme du C-5A du gouvernement américain, qui reflète la diminution du financement de base du budget de la Défense américaine ces dernières années, en partie contrebalancée par un accroissement du volume des ventes liées au programme du F-35 et à celui du programme d'hélicoptère CH-47. Depuis le début de l'exercice, la baisse des ventes de produits militaires reflète aussi le ralentissement des activités de réparation et d'entretien réalisées pour le gouvernement américain. Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, les fluctuations de change ont eu pour effet d'accroître les ventes de produits militaires de 1,4 million de dollars et de 3,4 millions de dollars respectivement, par rapport au précédent exercice

Répartition géographique des ventes

La répartition des ventes de la Société selon l'emplacement des clients s'est établie comme suit :

	<u>Trimestres clos les</u> <u>31 décembre</u>		<u>Neuf mois clos les</u> <u>31 décembre</u>	
	2014 (%)	2013 (%)	2014 (%)	2013 (%)
Canada	22	35	22	34
États-Unis	48	61	50	61
Royaume-Uni	17	—	15	—
Autres pays	13	4	13	5
Total	100	100	100	100

L'évolution de la répartition géographique des ventes ce trimestre et depuis le début de l'exercice est principalement attribuable à l'impact de l'accroissement des ventes réalisées au Royaume-Uni et dans d'autres pays, essentiellement d'autres clients européens, par suite de l'acquisition de APPH, jumelé à un recul des ventes de produits militaires sur le marché secondaire aux États-Unis.

Marge brute

La marge brute s'est établie à 14,6 millions de dollars pour le trimestre, soit 16,5 % des ventes, en hausse de 4,6 millions de dollars, ou 0,2 %, par rapport à 10,0 millions de dollars, ou 16,3 % des ventes l'an dernier. Si l'on exclut l'incidence de l'acquisition de APPH, la marge brute, exprimée en pourcentage des ventes, s'est établie à 14,0 %, en baisse de 2,3 % par rapport à l'exercice précédent en dépit d'un impact favorable de 0,9 % résultant des fluctuations de change. La diminution de la marge brute exprimée en pourcentage des ventes est principalement attribuable à une composition des ventes moins avantageuse par rapport à l'exercice précédent, découlant essentiellement des répercussions de la baisse des ventes sur le marché secondaire, comme il a déjà été expliqué.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2014, la marge brute s'est élevée à 41,9 millions de dollars, soit 16,2 % des ventes, en hausse de 14,9 millions de dollars ou 1,2 % des ventes, comparativement à 27,0 millions de dollars, ou 15,0 % des ventes, l'an dernier. Si l'on exclut l'incidence de l'acquisition de APPH, la marge brute, exprimée en pourcentage des ventes, s'est établie à 14,5 %, en baisse de 0,5 % par rapport à l'exercice précédent, en raison notamment d'un impact défavorable de 0,2 % résultant des fluctuations de change. Le recul de la marge brute exprimée en pourcentage des ventes s'explique aussi par une sous-imputation plus importante des frais généraux de fabrication résultant d'un ralentissement des activités de réparation et d'entretien, comme il est expliqué plus haut, en partie contrebalancée par une diminution des coûts non récurrents engagés dans le cadre du développement d'un nouveau système de trains d'atterrissage.

Outre la couverture naturelle découlant des achats de matières premières effectués en dollars US, la Société a recours à des contrats de change à terme afin d'atténuer les répercussions des fluctuations des devises.

Frais de vente et d'administration

Les frais de vente et d'administration se sont établis comme suit :

	<u>Trimestres clos les</u> <u>31 décembre</u>		<u>Neuf mois clos les</u> <u>31 décembre</u>	
	2014	2013	2014	2013
Frais de vente et d'administration (en milliers \$)	7 907	4 745	23 195	13 932
Pourcentage des ventes	8,9 %	7,7 %	9,0 %	7,7 %

Les frais de vente et d'administration se sont élevés à 7,9 millions de dollars, soit 8,9 % des ventes, pour le trimestre clos le 31 décembre 2014, en hausse de 3,2 millions de dollars, ou 1,2 % des ventes, par rapport à ceux de 4,7 millions de dollars, ou 7,7 % des ventes, engagés un an plus tôt. Si l'on exclut l'incidence de l'acquisition de APPH, les frais de vente et d'administration se sont établis cette année à 5,7 millions de dollars, soit 8,9 % des ventes. Cette augmentation en dollars et en pourcentage des ventes est essentiellement attribuable à une charge de 0,4 million de dollars relative à l'adoption récente par la Société d'un régime d'unités d'actions liées au rendement (« régime d'UAR »), à une hausse de 0,3 million de dollars de la charge d'options sur actions ainsi qu'à des honoraires professionnels supplémentaires engagés relativement au contrat du Boeing B-777. Cette augmentation a été en partie contrebalancée par un gain de change de 0,7 million de dollars, réalisé durant le trimestre, découlant de la conversion d'éléments monétaires nets libellés en devises, comparativement à un gain de change de 0,3 million de dollars lors de l'exercice précédent.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2014, les frais de vente et d'administration se sont chiffrés à 23,2 millions de dollars, soit 9,0 % des ventes cette année, comparativement à 13,9 millions de dollars, ou 7,7 % des ventes l'an dernier. Si l'on exclut l'incidence de l'acquisition de APPH, les frais de vente et d'administration se sont élevés à 16,5 millions de dollars, ou 8,8 % des ventes. Cette augmentation est essentiellement attribuable à une hausse de la charge d'options sur actions de 0,9 million de dollars et à une charge liée au régime d'UAR de 0,8 million de dollars, jumelées à des honoraires professionnels supplémentaires engagés dans le cadre du contrat du Boeing B-777, comme il est expliqué plus haut. Cette année, tout comme lors du précédent exercice, le gain de change découlant de la conversion d'éléments monétaires nets libellés en devises s'est chiffré à 0,7 million de dollars.

Frais liés à l'acquisition

Lors du précédent exercice, la Société avait comptabilisé des frais liés à l'acquisition de 1,1 million de dollars et de 1,4 million de dollars, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013. Ces frais étaient principalement constitués d'honoraires professionnels et d'autres dépenses engagés dans le cadre de l'acquisition de APPH, comme il est expliqué plus haut.

Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel consolidé s'est chiffré à 6,7 millions de dollars, soit 7,6 % des ventes, pour le trimestre clos le 31 décembre 2014, reflétant la contribution de APPH, comparativement à 4,1 millions de dollars, ou 6,8 % des ventes, lors du précédent exercice (5,3 millions de dollars, ou 8,6 % des ventes l'an dernier lorsque l'on exclut les frais liés à l'acquisition). Si l'on exclut l'acquisition de APPH, le résultat opérationnel de la Société s'est élevé à 3,2 millions de dollars, soit 5,0 % des ventes, pour le trimestre, ce qui reflète la diminution de la marge brute jumelée à la hausse des frais de vente et d'administration, comme il est expliqué plus haut.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2014, le résultat opérationnel consolidé s'est élevé à 18,7 millions de dollars, ou 7,2 % des ventes, comparativement à 11,7 millions de dollars, ou 6,5 % des ventes, lors de l'exercice précédent (13,1 millions de dollars, ou 7,2 % des ventes lorsque l'on exclut les frais liés à l'acquisition). Si l'on exclut l'acquisition de APPH, le résultat opérationnel de la Société s'est chiffré à 10,5 millions de dollars, ou 5,6 % des ventes, ce qui reflète la diminution de la marge brute jumelée à la hausse des frais de vente et d'administration, comme il est expliqué plus haut.

Frais financiers

Les frais financiers se sont élevés à 1,4 million de dollars et 4,3 millions de dollars, respectivement, pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, alors qu'ils avaient totalisé, respectivement, 0,9 million de dollars et 2,6 millions de dollars lors des périodes correspondantes de l'exercice précédent.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, l'augmentation des frais financiers d'un exercice à l'autre s'explique principalement par des hausses respectives des frais d'intérêt de 0,1 million de dollars et 0,9 million de dollars, attribuables à l'augmentation des

montants prélevés sur la facilité de crédit de la Société à la suite de l'acquisition de APPH, jumelée à une hausse des intérêts au titre de la désactualisation des prêts plus élevés des autorités gouvernementales de 0,3 million de dollars et 0,5 million de dollars, respectivement. L'augmentation des frais financiers pour le trimestre et depuis le début de l'exercice reflète également les charges supplémentaires respectives de 0,2 million de dollars et 0,5 million de dollars résultant d'ajustements du taux d'actualisation relativement à des obligations liées à la mise hors service d'actifs, par rapport à l'exercice précédent.

Charges non récurrentes

	<u>Trimestres clos les</u> <u>31 décembre</u>		<u>Neuf mois clos les</u> <u>31 décembre</u>	
	2014	2013	2014	2013
	(en milliers \$)	(en milliers \$)	(en milliers \$)	(en milliers \$)
Perte de valeur des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	7 924	—	7 924	—
Frais de restructuration	602	—	1 716	—
	8 526	—	9 640	—

Perte de valeur des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée

Suite à l'annonce de la décision de Bombardier, le 15 janvier 2015, de faire une pause dans son programme du jet d'affaires Learjet 85 en raison de la faiblesse de la demande dans la catégorie des avions d'affaires légers et d'une révision à la baisse des prévisions pour le marché des avions d'affaires, la Société a comptabilisé une charge pour perte de valeur de 7,9 millions de dollars à l'égard des coûts de développement capitalisés associés à ce programme. La Société est le concepteur et fournisseur du système complet de trains d'atterrissage de cet appareil.

Afin de déterminer la charge pour perte de valeur, la Société a établi un montant recouvrable pour les coûts de développement capitalisés basé sur la meilleure estimation des flux de trésorerie futurs prévus. Le calcul de la valeur d'usage est très tributaire des facteurs suivants :

- le taux d'actualisation utilisé qui a été établi à 7,76 % et,
- le calendrier des flux de trésorerie futurs.

Frais de restructuration

Le 16 janvier 2014, en raison de la baisse substantielle de la demande du gouvernement américain pour des produits militaires sur le marché secondaire, la Société a annoncé un plan d'optimisation et de consolidation de sa capacité de production, ainsi que d'amélioration de la productivité dans l'ensemble de l'entreprise. Ces initiatives, qui s'inscrivent dans le cadre de la stratégie opérationnelle de la Société axée sur des centres d'excellence spécialisés, ont engendré des frais de restructuration. De plus, à la suite de l'acquisition de APPH, la Société a engagé des frais de restructuration liés à l'intégration des activités, du personnel et des technologies de APPH à ses activités existantes.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, ces frais de restructuration se sont élevés à 0,6 million de dollars et 1,7 million de dollars respectivement (aucun en 2013) et comprennent des prestations de cessation d'emploi de 0,4 million de dollars et 1,2 million de dollars, ainsi que d'autres coûts connexes de 0,2 million de dollars et 0,5 million de dollars, respectivement. Au 31 décembre 2014, la tranche impayée des frais de restructuration est présentée dans les provisions à court terme pour un montant de 0,3 million de dollars (0,9 million de dollars au 31 mars 2014) et dans les autres passifs pour un montant de 0,5 million de dollars (0,3 million de dollars au 31 mars 2014) aux bilans consolidés de la Société.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2014, la Société a constaté un recouvrement d'impôt sur le résultat de 1,3 million de dollars, alors qu'elle avait comptabilisé une charge d'impôt sur le résultat de 0,6 million de dollars pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent. Pour les neuf premiers mois de l'exercice, le recouvrement d'impôt s'élève à 0,2 million de dollars, comparativement à une charge d'impôt de 1,1 million de dollars lors de la même période un an plus tôt.

La charge d'impôt sur le résultat a été calculée comme suit :

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Neuf mois clos</u>	
	<u>les 31 décembre</u>		<u>les 31 décembre</u>	
	2014	2013	2014	2013
	(en milliers \$)	(en milliers \$)	(en milliers \$)	(en milliers \$)
Impôt sur le résultat aux taux combinés d'impôt fédéral et provincial prévus par la loi de 26,7 % (idem en 2013)	(851)	863	1 256	2 435
Différences permanentes	154	317	330	352
Écart de taux d'imposition – filiales à l'étranger	(657)	(76)	(1 726)	(290)
Autres éléments	75	(480)	(20)	(1 385)
Charge d'impôt sur le résultat	(1 279)	624	(160)	1 112

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013, les autres éléments comprenaient également une réduction de 0,2 million de dollars et de 1,1 million de dollars, respectivement, des passifs d'impôt différé en raison de changements relatifs à des questions de vérification fiscale, de jurisprudence et de législation fiscale.

Résultat net

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, la Société a enregistré respectivement une perte nette de 1,9 million de dollars, soit 2,2 % des ventes (résultat net de 4,4 millions de dollars, ou 4,9 % des ventes, si l'on exclut les charges non récurrentes de 6,3 millions de dollars, après impôts) et un résultat net de 4,9 millions de dollars, ou 1,9 % des ventes (12,0 millions de dollars, ou 4,6 % des ventes, si l'on exclut les charges non-récurrentes de 7,1 millions de dollars, après impôts). Lors du précédent exercice, la Société avait affiché un résultat net de 2,6 millions de dollars, ou 4,2 % des ventes (3,7 millions de dollars, ou 6,0 % des ventes, si l'on exclut les frais liés à l'acquisition de 1,1 million de dollars, après impôts) au troisième trimestre et un résultat net de 8,0 millions de dollars, ou 4,4 % des ventes (9,3 millions de dollars, ou 5,1 % des ventes, si l'on exclut les frais liés à l'acquisition de 1,3 million de dollars, après impôts) pour les neuf premiers mois de l'exercice.

	<u>Trimestres clos</u>		<u>Neuf mois clos</u>	
	<u>les 31 décembre</u>		<u>les 31 décembre</u>	
	2014	2013	2014	2013
Résultat net (en milliers \$) ^{(1) (2)}	(1 909)	2 608	4 864	8 006
Résultat par action – de base (\$)	(0,05)	0,08	0,14	0,25
Résultat par action – dilué (\$)	(0,05)	0,08	0,14	0,25

⁽¹⁾ Déduction faite des charges non récurrentes de 6,3 millions de dollars et de 7,1 millions de dollars, après impôts, respectivement pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014.

⁽²⁾ Déduction faite des frais liés à l'acquisition de 1,1 million de dollars et de 1,3 million de dollars, après impôts, respectivement pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013.

Le résultat par action de base est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 34 561 063 pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2014 et de 31 525 869 actions ordinaires pour la même période l'an dernier, alors que le résultat par action dilué est calculé en fonction d'un nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation depuis le début de l'exercice de 34 675 984, pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2014 et de 31 691 216 pour la période correspondante du précédent exercice. L'augmentation du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation du 31 décembre 2013 au 31 décembre 2014 est essentiellement attribuable à l'émission d'actions dans le cadre de l'appel public à l'épargne et de placements privés concomitants le 26 juin 2014 (voir plus bas) ainsi qu'à l'émission d'actions ordinaires aux termes du régime d'options sur actions de la Société durant l'exercice en cours et au quatrième trimestre du précédent exercice.

Le 4 février 2015, soit au moment de la rédaction de la présente analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation, la Société comptait 35 940 141 actions ordinaires et 747 346 options sur actions en circulation dont la durée moyenne pondérée avant l'échéance était de 5,5 ans.

Cumul des autres éléments du résultat global (« CAERG ») et résultat global

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2014, les autres éléments du résultat global sont essentiellement attribuables à des pertes nettes sur évaluation des instruments financiers dérivés résultant de l'appréciation du dollar américain, par rapport à la devise canadienne, et à des pertes nettes sur couverture des investissements nets dans des établissements à l'étranger. Ces variations négatives sur le résultat global ont été en

partie contrebalancées par un gain net réalisé lors de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, résultant principalement de l'appréciation de la devise américaine par rapport au dollar canadien.

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2014, les autres éléments du résultat global sont essentiellement attribuables à des pertes nettes sur réévaluation des régimes de retraite à prestations définies de la Société résultant d'une diminution du taux d'actualisation servant à déterminer les obligations au titre des régimes de retraite à prestations définies, déduction faite de gains découlant de la réalisation de rendements plus élevés que prévu sur les actifs des régimes, jumelées à des pertes nettes subies sur évaluation des instruments financiers dérivés résultant de l'appréciation de la devise américaine par rapport au dollar canadien. Ces variations négatives sur le résultat global ont été en partie contrebalancées par des gains réalisés lors de la conversion des états financiers des établissements à l'étranger, résultant principalement de l'appréciation de la devise américaine par rapport au dollar canadien.

Situation de trésorerie et sources de financement

Facilité de crédit et trésorerie et équivalents de trésorerie

Dans l'ensemble, la Société présente une situation financière saine et est en bonne posture pour faire face à ses besoins financiers. Au 31 décembre 2014, la trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Société s'élevaient à 40,6 millions de dollars, comparativement à 47,3 millions de dollars au 31 mars 2014, et étaient détenus dans des comptes de placement principalement auprès de l'une des cinq banques à charte canadienne et leurs filiales ou succursales américaines faisant partie du syndicat bancaire de la Société.

La Société dispose d'une facilité de crédit renouvelable de premier rang, consortiale et garantie (la « facilité de crédit ») consentie par un syndicat de cinq banques à charte canadienne et leurs sociétés affiliées ou succursales américaines, ainsi que par la succursale canadienne d'une banque américaine. Cette facilité de crédit permet à la Société et ses filiales d'emprunter un montant pouvant atteindre 200 millions de dollars, en dollars canadiens ou l'équivalent en dollars US, en livres sterling ou en euros, et viendra à échéance en mars 2019. Elle comprend également une clause accordéon qui permet d'augmenter la facilité de crédit d'un montant additionnel de 75 millions de dollars, pendant toute la durée de la convention de crédit, sous réserve de l'approbation des prêteurs.

Au 31 décembre 2014, la Société avait prélevé un montant de 53,3 millions de dollars sur sa facilité de crédit, à la suite du remboursement effectué au cours du premier trimestre (voir plus bas), comparativement à 100,9 millions de dollars au 31 mars 2014. Compte tenu de la trésorerie et des équivalents de trésorerie dont dispose la Société, de sa facilité de crédit disponible ainsi que du niveau prévu de ses dépenses en immobilisations et de ses résultats, la direction de la Société ne prévoit pas être confrontée à un risque important de liquidité dans un avenir prévisible.

Au 31 décembre 2014, la situation de dette nette de la Société se présentait comme suit :

	(en milliers \$)
Dette à long terme, y compris la tranche à court terme ⁽¹⁾	107 522
Moins : Trésorerie et équivalents de trésorerie	40 613
Situation de dette nette	66 909

⁽¹⁾ : Excluant le montant net des frais de financement différés de 1,4 million de dollars.

Activités d'exploitation

Au cours des trimestres et des périodes de neuf mois clos les 31 décembre, la Société a généré des flux de trésorerie de ses activités poursuivies et a utilisé sa trésorerie et ses équivalents de trésorerie pour ses activités d'exploitation ainsi que ses activités abandonnées comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 31 décembre</u>		<u>Neuf mois clos</u> <u>les 31 décembre</u>	
	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)
Flux de trésorerie provenant des activités poursuivies	11 165	4 709	27 447	16 546
Variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies	(3 405)	(1 104)	3 310	(6 402)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation découlant des activités poursuivies	7 760	3 605	30 757	10 144
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation découlant des activités abandonnées	—	—	(1 082)	(1 641)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	7 760	3 605	29 675	8 503

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, les augmentations de 6,5 millions de dollars et 10,9 millions de dollars des flux de trésorerie provenant des activités poursuivies, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent, sont principalement le résultat de l'acquisition de APPH jumelée à une réduction du recouvrement d'impôt différé.

Pour la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation découlant des activités abandonnées comprennent des versements d'impôt finaux relatifs à l'exercice 2013, tandis qu'ils comprenaient un versement d'impôt sur le résultat de l'exercice 2013 au premier trimestre de l'exercice précédent.

La variation nette des éléments hors trésorerie liés aux activités poursuivies peut être résumée de la façon suivante :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 31 décembre</u>		<u>Neuf mois clos</u> <u>les 31 décembre</u>	
	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)
Comptes clients	5 030	(2 007)	7 273	7 698
Stocks	(2 321)	(1 717)	(249)	(2 151)
Autres actifs à court terme	(897)	(415)	1 381	187
Comptes fournisseurs et charges à payer, comptes fournisseurs – autres, et autres passifs (ci-après appelés « comptes fournisseurs »)	(1 753)	2 083	(11 662)	(7 530)
Facturations progressives	(657)	395	915	(4 355)
Avances de clients	(1 870)	—	7 956	—
Impôts à payer et à recevoir	(1 046)	198	(1 683)	(457)
Autres, incluant l'incidence des fluctuations du taux de change pour les filiales à l'étranger de la Société	109	359	(621)	206
	(3 405)	(1 104)	3 310	(6 402)

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, la diminution des comptes clients et des comptes fournisseurs reflète essentiellement un recul des ventes au troisième trimestre, comparativement au quatrième trimestre du précédent exercice qui est, traditionnellement, le meilleur trimestre de l'exercice. La diminution des comptes clients et des comptes fournisseurs a été en partie contrebalancée par une hausse du taux de change de clôture \$ US/\$ CA utilisé aux fins de conversion des soldes des comptes clients et des comptes fournisseurs libellés en dollars US. Pour le troisième trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, la hausse des stocks reflète l'augmentation du carnet de commandes fermes dans le secteur commercial, déduction faite de la diminution des stocks résultant de certains programmes militaires. Pour le trimestre, l'augmentation des autres actifs à court terme est principalement attribuable à une hausse du montant de la taxe de vente à recevoir découlant des achats de machinerie et d'équipement effectués dans le cadre du programme du B-777, tandis que pour les neuf premiers mois de l'exercice, cette augmentation a été plus que contrebalancée par une baisse des crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir qui reflète les montants reçus au cours de la période. L'augmentation des avances de clients pour les neuf premiers mois de l'exercice traduit essentiellement des paiements reçus d'un client relativement à des contrats à long terme.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2013, l'augmentation des comptes clients et des comptes fournisseurs est attribuable à l'accroissement du niveau d'activité durant le trimestre, par rapport au deuxième trimestre du même exercice, ainsi qu'à une hausse du taux de change de clôture \$ US/\$ CA utilisé aux fins de conversion des soldes libellés en dollars US. Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2013, la diminution des comptes clients et des comptes fournisseurs est attribuable à une baisse du volume des ventes au troisième trimestre, par rapport au quatrième trimestre du précédent exercice qui est, traditionnellement, le meilleur trimestre de l'exercice. L'augmentation des stocks au troisième trimestre et pour la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013 traduit l'accroissement des cadences de production dans le secteur commercial, tandis que la réduction des facturations progressives pour les neuf premiers mois de l'exercice reflète une diminution du carnet de commandes pour certains programmes militaires.

Activités d'investissement

Les activités d'investissement de la Société se résument comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 31 décembre</u>		<u>Neuf mois clos</u> <u>les 31 décembre</u>	
	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)
Acquisition d'immobilisations corporelles	(9 453)	(1 809)	(23 788)	(8 330)
Dépôts – machinerie et équipement	(10 258)	(3 613)	(15 427)	(3 523)
Augmentation d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	(239)	(1 173)	(1 653)	(6 437)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	—	—	430	47
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(19 950)	(6 595)	(40 438)	(18 243)

Les acquisitions d'immobilisations corporelles présentées ci-dessus peuvent être rapprochées comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 31 décembre</u>		<u>Neuf mois clos</u> <u>les 31 décembre</u>	
	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)
Acquisitions brutes d'immobilisations corporelles	12 675	2 330	28 319	8 396
Aide gouvernementale	(716)	(1 249)	(1 005)	(1 274)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	11 959	1 081	27 314	7 122
Variation des acquisitions non encore payées incluses dans les comptes fournisseurs – autres et autres passifs	(1 322)	728	(2 342)	1 208
Machinerie et équipement acquis par le biais de contrats de location-financement	(1 184)	—	(1 184)	—
Acquisitions, selon les états des flux de trésorerie	9 453	1 809	23 788	8 330

Les acquisitions d'immobilisations corporelles du trimestre et depuis le début de l'exercice se sont élevées respectivement à 12,0 millions de dollars et 27,3 millions de dollars (1,1 million de dollars et 7,1 millions de dollars l'an dernier). Les augmentations des acquisitions d'immobilisations corporelles et des dépôts effectués sur de la machinerie et de l'équipement ont trait essentiellement aux investissements effectués dans le cadre du programme du Boeing B-777 qui s'élèvent à 36 millions de dollars pour les neuf premiers mois de l'exercice et à 48 millions de dollars depuis le début de la mise en œuvre du Plan. Il est prévu que les dépenses en immobilisations pour l'exercice 2015 s'élèveront à environ 75,0 millions de dollars, dont un montant de 57,0 millions de dollars lié au contrat du Boeing B-777.

L'augmentation des actifs incorporels à durée d'utilité déterminée comprend principalement des coûts de développement capitalisés pour des contrats à long terme, essentiellement pour des programmes de jets d'affaires.

Activités de financement

Les activités de financement de la Société se présentent comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 31 décembre</u>		<u>Neuf mois clos</u> <u>les 31 décembre</u>	
	2014	2013	2014	2013
	(en milliers \$)	(en milliers \$)	(en milliers \$)	(en milliers \$)
Augmentation de la dette à long terme	1 144	6 294	21 080	6 294
Remboursement de la dette à long terme	(451)	(390)	(66 762)	(3 437)
Émission d'actions ordinaires	88	67	48 294	200
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	781	5 971	2 612	3 057

Le 26 juin 2014, la Société a émis 4 255 871 actions ordinaires pour un produit net de 47,9 millions de dollars dans le cadre d'un appel public à l'épargne et de placements privés concomitants (voir plus bas). Durant le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, la Société a également reçu des contreparties totales en espèces de 0,1 million de dollars et 0,3 million de dollars, respectivement, à la suite de l'émission d'actions ordinaires dans le cadre de son régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat (le « régime d'achat d'actions ») et depuis le début de l'exercice, une contrepartie en espèces de 0,2 million de dollars à la suite de l'émission d'actions ordinaires en vertu de son régime d'options sur actions.

Le produit net de 47,9 millions de dollars tiré de l'appel public à l'épargne et de placements privés concomitants, ainsi qu'un montant de 16,2 millions de dollars prélevé sur la facilité de crédit de la Société, ont servi à rembourser 59,3 millions de dollars US (63,6 millions de dollars) de dette au titre de sa facilité de crédit durant le premier trimestre. Les remboursements de la dette à long terme effectués cette année et lors du précédent exercice comprennent également le remboursement planifié de prêts des autorités gouvernementales et de contrats de location-financement portant sur de la machinerie et de l'équipement. Lors du précédent exercice, les remboursements de la dette à long terme comprenaient aussi le remboursement planifié d'un billet.

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, l'augmentation de la dette à long terme reflète aussi l'obtention de nouveaux prêts des autorités gouvernementales de montants respectifs de 1,3 million de dollars et 5,0 millions de dollars, visant à soutenir des investissements dans des programmes de développement.

Au 31 décembre 2014, la Société respectait toutes les clauses restrictives relatives à sa dette et elle prévoit qu'il en sera de même tout au long de l'exercice financier en cours.

Capital émis, régime d'options sur actions et régime d'achat d'actions

Au 31 décembre 2014, la Société comptait 35 937 374 actions ordinaires en circulation (31 620 482 au 31 mars 2014).

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, la Société a émis respectivement 9 216 et 4 316 892 actions ordinaires comme suit :

- i. Le 26 juin 2014, la Société a émis 4 255 871 actions ordinaires à un prix de 11,75 \$ par action pour un produit brut de 50,0 millions de dollars dans le cadre de l'appel public à l'épargne et de placements privés concomitants. Le produit net de 47,9 millions de dollars reçu par la Société, déduction faite des commissions de prise ferme et d'autres frais d'émission de 1,6 million de dollars et 0,5 million de dollars, respectivement, a été affecté au remboursement de la dette au titre de la facilité de crédit. Un montant d'impôt différé de 0,6 million de dollars a été comptabilisé relativement aux frais d'émission.
- ii. La Société a émis 9 216 et 26 021 actions ordinaires, respectivement, à des prix moyens pondérés de 9,55 \$ et 9,88 \$ en vertu de son régime d'actionariat et d'incitation à l'actionariat pour des contreparties totales en espèces respectives de 88 000 \$ et 257 000 \$.
- iii. Au cours du deuxième trimestre, la Société a émis 35 000 actions ordinaires, à la suite de l'exercice d'options sur actions, pour une contrepartie totale en espèces de 184 000 \$. La juste valeur initiale de ces options sur actions, qui totalisait 136 000 \$, a été créditée au capital émis et débitée du surplus d'apport.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2013, la Société avait émis respectivement 7 709 et 25 816 actions ordinaires, en vertu de son régime d'achat d'actions pour des contreparties totales en espèces de 67 000 \$ et 200 000 \$.

Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, 30 000 et 96 345 options sur actions ont été attribuées respectivement (aucune en 2013), 35 000 options sur actions ont été exercées (aucune en 2013), et aucune n'a été annulée (aucune en 2013).

Au 31 décembre 2014, 747 346 options sur actions étaient émises et en circulation. Ces options, dont la durée moyenne pondérée avant échéance était de 5,6 ans, étaient assorties d'un prix d'exercice moyen pondéré de 9,84 \$.

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2014, les charges au titre du régime d'options sur actions et du régime d'achat d'actions se sont élevées respectivement à 361 000 \$ et 41 000 \$ (20 000 \$ et 31 000 \$ en 2013).

Pour la période de neuf mois close le 31 décembre 2014, les charges au titre du régime d'options sur actions et du régime d'achat d'actions se sont élevées respectivement à 1 007 000 \$ et 119 000 \$ (83 000 \$ et 92 000 \$ en 2013).

Au 31 décembre 2014, 1 639 781 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'options sur actions et 214 764 actions ordinaires n'avaient pas encore été émises aux termes du régime d'achat d'actions.

Régime de droits à la plus-value d'actions (« DPVA »), régime d'unités d'actions différées (« UAD ») et régime d'unités d'actions liées au rendement (« UAR »)

Jusqu'en août 2010, la Société offrait un régime de DPVA en vertu duquel des droits étaient attribués aux administrateurs non-salariés. Même si le régime de DPVA a depuis été remplacé par un régime d'UAD qui a été approuvé en mai 2011 par le conseil d'administration de la Société, un certain nombre de DPVA émis avant le mois d'août 2010 sont toujours valides.

Au 31 décembre 2014, il y avait 6 000 DPVA (20 000 au 31 décembre 2013), toujours en circulation, devant venir à échéance en août 2015, à une valeur attribuée moyenne pondérée de 0,01 \$ (1,60 \$ l'an dernier). Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2014, 11 000 DPVA ont été exercés, la totalité au deuxième trimestre (7 000 et 19 000 en 2013), aucun DPVA n'a été attribué (aucun en 2013) et aucun DPVA n'a été annulé (aucun en 2013).

Au 31 décembre 2014, il y avait 83 158 UAD en circulation (62 940 au 31 décembre 2013). Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2014, la Société a émis 18 333 UAD, la totalité au deuxième trimestre (aucune en 2013), aucune UAD n'a été exercée (12 362 en 2013, la totalité au deuxième trimestre) et aucune UAD n'a été annulée (aucune en 2013).

Pour le trimestre clos le 31 décembre 2014, la charge au titre des DPVA s'est élevée 7 000 \$, tandis que pour la période de neuf mois, un renversement de charge de 2 000 \$ a été comptabilisé (charges de 32 000 \$ et 74 000 \$ respectivement en 2013). Les charges au titre des UAD se sont chiffrées respectivement à 104 000 \$ et 189 000 \$ (99 000 \$ et 216 000 \$ en 2013).

Au cours de la période de neuf mois close le 31 décembre 2014, 115 879 UAR ont été émises, la totalité au deuxième trimestre (aucune en 2013), aucune UAR n'a été annulée ou exercée (aucune en 2013). Au 31 décembre 2014, 115 879 UAR étaient en circulation (aucune au 31 décembre 2013).

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014, les charges au titre des UAR se sont élevées respectivement à 401 000 \$ et 784 000 \$ (néant en 2013).

Bilans consolidés

Le tableau qui suit présente et explique les variations importantes ayant affecté les bilans consolidés entre le 31 décembre 2014 et le 31 mars 2014 :

Poste	31 décembre 2014 (millions \$)	31 mars 2014 (millions \$)	Variation (millions \$)	Ajustements finaux du prix d'achat ⁽¹⁾ (millions \$)	Variation nette (millions \$)	Note explicative
Trésorerie et équivalents de trésorerie	40,6	47,3	(6,7)	—	(6,7)	Se reporter aux états des flux de trésorerie consolidés.
Comptes clients	59,3	66,0	(6,7)	0,6	(7,3)	Reflète essentiellement le recul des ventes au troisième trimestre de l'exercice en cours, par rapport à celles réalisées au quatrième trimestre de l'exercice précédent, en partie contrebalancé par l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des comptes clients libellés en devises étrangères, comparativement au 31 mars 2014 (impact de 1,4 million de dollars).
Stocks	136,3	134,0	2,3	2,0	0,3	En excluant les ajustements finaux du prix d'achat, les stocks sont demeurés stable comparativement au 31 mars 2014.
Instruments financiers dérivés (éléments d'actifs à court et à long terme)	0,1	0,6	(0,5)	—	(0,5)	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. La baisse est principalement le résultat d'un différentiel moins élevé entre les taux de change moyens pondérés \$ US/\$ CA des contrats de change à terme et les taux de clôture utilisés aux fins de conversion, aux deux dates du bilan.
Autres actifs à court terme	41,1	26,9	14,2	—	14,2	Reflète principalement l'augmentation des dépôts versés pour de la machinerie et de l'équipement en lien avec le contrat du Boeing B-777 jumelée à une hausse du montant de la taxe de vente à recevoir, en partie contrebalancée par une baisse des crédits d'impôt à l'investissement et autres crédits d'impôt à recevoir qui reflète les montants reçus au cours de l'exercice.
Immobilisations corporelles, montant net	109,2	92,3	16,9	—	16,9	Reflète principalement les acquisitions (27,3 millions de dollars, déduction faite de l'aide gouvernementale), jumelées à l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des immobilisations corporelles des établissements à l'étranger (1,0 million de dollars), en partie contrebalancées par une charge d'amortissement (11,0 millions de dollars), ainsi que la cession d'immobilisations corporelles (0,4 million de dollars).
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée, montant net	50,5	59,1	(8,6)	—	(8,6)	Reflète essentiellement la réduction de valeur d'actifs incorporels à durée d'utilité déterminée ⁽²⁾ (7,9 millions de dollars), la charge d'amortissement (2,2 millions de dollars) ainsi que l'application d'un taux de change GBP/\$ CA moins élevé aux fins de conversion des actifs incorporels des établissements à l'étranger (0,2 million de dollars), en partie contrebalancées par une hausse des coûts de développement capitalisés et des coûts des logiciels (1,7 million de dollars, déduction faite de l'aide gouvernementale).
Goodwill	88,9	84,4	4,5	5,4	(0,9)	Reflète principalement l'application d'un taux de change GBP/\$ CA moins élevé pour convertir cet actif des établissements à l'étranger (0,9 million de dollars).

Comptes fournisseurs et charges à payer	53,0	57,6	(4,6)	4,9	(9,5)	Reflète principalement le recul des ventes au troisième trimestre de l'exercice en cours, par rapport à celles réalisées au quatrième trimestre de l'exercice précédent, en partie contrebalancé par l'application d'un taux de change \$ US/\$ CA plus élevé aux fins de conversion des comptes fournisseurs et charges à payer libellés en devise américaine, par rapport au 31 mars 2014 (impact de 0,9 million de dollars).
Comptes fournisseurs – autres et autres passifs	5,8	3,8	2,0	—	2,0	Reflète principalement une augmentation des acquisitions d'immobilisations corporelles non encore payées (2,3 millions de dollars), par rapport au 31 mars 2014.
Avances de clients	17,4	9,4	8,0	—	8,0	Reflète des paiements reçus d'un client relativement à des contrats à long terme.
Facturations progressives (à court et à long terme)	8,6	7,7	0,9	—	0,9	Reflète essentiellement des paiements reçus de clients relativement à des contrats à long terme.
Instruments financiers dérivés (éléments de passif à court et à long terme)	9,2	7,3	1,9	—	1,9	Variation imputable à la constatation des instruments financiers dérivés évalués à leur juste valeur au bilan de la Société. La hausse est attribuable essentiellement à un différentiel plus élevé entre les taux de conversion de clôture utilisés et les taux de change moyens pondérés \$ US/\$ CA des contrats de change à terme, aux deux dates des bilans.
Dettes à long terme (y compris la tranche à court terme)	106,2	148,9	(42,7)	—	(42,7)	Reflète le remboursement de 59,3 millions de dollars US (63,6 millions de dollars) en vertu de la facilité de crédit ainsi que les remboursements planifiés de la dette à long terme (3,2 millions de dollars), jumelés à l'incidence de la fluctuation des devises sur la dette à long terme libellée en dollars US (0,3 million de dollars). La baisse a été en partie contrebalancée par un prélèvement effectué sur la facilité de crédit (16,2 millions de dollars), de nouveaux prêts gouvernementaux obtenus cette année en soutien aux investissements dans les programmes de développement (5,0 millions de dollars), un nouveau contrat de location-financement pour de l'équipement (1,2 million de dollars), la désactualisation au titre des intérêts sur l'augmentation des prêts des autorités gouvernementales (1,8 million de dollars) ainsi que l'amortissement des frais de financement différés liés à la facilité de crédit (0,2 million de dollars).
Autres passifs	13,7	10,0	3,7	2,0	1,7	Augmentation résultant principalement de pertes sur réévaluation des régimes de retraite à prestations définies de la Société (2,0 millions de dollars), en partie contrebalancées par des paiements planifiés effectués au cours du présent exercice.
Capital émis	75,2	26,2	49,0	—	49,0	Augmentation principalement attribuable au produit net (47,9 millions de dollars) tiré de l'appel public à l'épargne et de placements privés concomitants – se reporter à la Note 14 des états financiers consolidés intermédiaires résumés, jumelé à des impôts différés favorables (0,6 million de dollars) comptabilisés en lien avec les frais d'émission. L'augmentation reflète aussi l'émission d'actions ordinaires à la suite de l'exercice d'options sur actions (0,3 million de dollars) ainsi que dans le cadre du régime d'achat d'actions (0,2 million de dollars).
Résultats non distribués	209,3	205,9	3,4	—	3,4	L'augmentation reflète le résultat net de la Société de 4,9 millions de dollars dégagé au cours du présent exercice, en partie contrebalancé par des pertes nettes de 1,5 million de dollars résultant de la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies de la Société.

(1): Reflète les ajustements résultant de la répartition finale du prix d'achat de APPH et l'incidence des reclassements additionnels connexes sur le bilan consolidé.

(2): Reflète une charge pour perte de valeur de 7,9 millions de dollars à l'égard des coûts de développement capitalisés associés au programme de l'avion d'affaires Learjet 85.

Aux 31 décembre 2014 et 31 mars 2014, le ratio du fonds de roulement de la Société, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, le ratio de la dette à long terme/capitaux propres et le ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾ s'établissaient comme suit :

	31 décembre 2014	31 mars 2014
Ratio du fonds de roulement	2,50 : 1	2,71 : 1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	40,6 millions \$	47,3 millions \$
Ratio de la dette à long terme/capitaux propres	0,34 : 1	0,60 : 1
Ratio de la dette nette/capitaux propres ⁽¹⁾	0,23 : 1	0,43 : 1

⁽¹⁾: Se définit comme la dette à long terme totale, incluant la tranche à court terme, mais excluant le montant net des frais de financement différés, moins la trésorerie et les équivalents de trésorerie, sur les capitaux propres.

Aide gouvernementale

Au cours des trimestres et périodes de neuf mois clos les 31 décembre, l'aide gouvernementale, déduite du coût des actifs connexes ou comptabilisée en réduction des charges, se présente comme suit :

	<u>Trimestres clos</u> <u>les 31 décembre</u>		<u>Neuf mois clos</u> <u>les 31 décembre</u>	
	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)	2014 (en milliers \$)	2013 (en milliers \$)
Autres actifs à court terme – dépôts versés pour de la machinerie et de l'équipement	—	—	1 221	—
Immobilisations corporelles	716	1 249	1 005	1 274
Actifs incorporels à durée d'utilité déterminée	404	738	1 142	2 227
Coût des ventes, frais de vente et d'administration	531	831	2 106	2 347

L'aide gouvernementale comprend principalement les crédits d'impôt à la recherche et au développement ainsi que d'autres crédits et subventions.

Engagements, instruments dérivés, postes hors bilan et éventualités

Engagements

Au 31 décembre 2014, la Société était partie à des contrats de location simple d'une valeur totale de 4,2 millions de dollars portant sur des immeubles et des installations. Ces sommes sont payables sur une période de dix ans, mais essentiellement au cours des cinq prochains exercices. Par ailleurs, la valeur totale des engagements de la Société au titre de l'acquisition de machinerie et d'équipement se chiffrait à 45,8 millions de dollars (se référer à la Note 17 des états financiers consolidés intermédiaires résumés), dont un montant de 43,1 millions de dollars (38,5 millions de dollars au 31 mars 2014) est lié au contrat du Boeing B-777.

Au 31 décembre 2014, la Société avait émis une lettre de crédit d'un montant de 0,2 million de dollars (aucune au 31 mars 2014). Cette lettre de crédit a été émise afin de satisfaire à certaines exigences relativement au plan d'investissement en immobilisations de la Société.

Instruments dérivés, postes hors bilan

Au 31 décembre 2014, la Société avait des contrats de change à terme avec des banques à charte canadienne pour la vente de 113,8 millions de dollars US à un taux de change moyen pondéré de 1,0887 (dollar canadien par rapport au dollar US). Ces contrats, qui ont trait en grande partie aux ventes libellées en dollars US réalisées par les installations canadiennes de la Société, viennent à échéance à diverses dates entre le mois de janvier 2015 et le mois de mars 2018, mais principalement au cours du présent exercice et du prochain (se reporter à la Note 11 des états financiers consolidés intermédiaires résumés). À titre comparatif, la Société était partie à des contrats de change à terme totalisant 127,4 millions de dollars US et 111,7 millions de dollars US, respectivement, au 31 mars 2014 et au 31 décembre 2013, assortis d'un taux de change moyen pondéré de 1,0628 et 1,0368 respectivement.

Au 31 décembre 2014, 31 mars 2014 et 31 décembre 2013, la Société avait conclu une entente de swap de taux d'intérêt pour un montant nominal total de 10 millions de dollars US. L'entente fixe le TIOL américain à 2,04 % et vient à échéance en décembre 2015.

Au 31 décembre 2014 et au 31 mars 2014, la Société avait aussi conclu deux ententes de swap de taux d'intérêt additionnelles pour un montant nominal total de 15 millions de dollars US. Ces ententes de swap de taux d'intérêt fixent le TIOL américain à 1,65 % pour la première tranche de 5 millions de dollars US à compter du mois de mars 2014, et à 2,38 % pour la seconde tranche de 10 millions de dollars US à compter du mois de décembre 2015, dans les deux cas jusqu'à leur échéance en décembre 2018.

Les taux des swaps de taux d'intérêt mentionnés ci-dessus excluent la marge bancaire additionnelle applicable. Les flux de trésorerie liés aux swaps de taux d'intérêt devraient être générés au cours des mêmes périodes où ils devraient avoir une incidence sur le résultat net.

Les risques de crédit et de concentration de crédit liés à ces instruments financiers sont restreints du fait que la Société fait affaire uniquement avec des banques à charte canadienne et leurs filiales ou succursales américaines, qui sont des institutions financières de première qualité, conformément à la politique en matière de placement de la Société. Par conséquent, la Société ne prévoit pas que les contreparties manqueront à leurs obligations contractuelles.

En mars 2011 et février 2014, la Société a désigné certaines dettes à long terme comme couverture de ses investissements nets dans les établissements à l'étranger. Au 31 décembre 2014, certaines désignations demeuraient toujours en vigueur.

Éventualités

Le 5 février 2014, Goodrich Corporation, membre du groupe UTC Aerospace Systems («UTAS»), a déposé une demande d'arbitrage à l'encontre de la Société auprès de la Cour internationale d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale quant à une allégation de violation d'un engagement de non-concurrence prévu dans une entente intervenue entre Goodrich Corporation et Devtek Aerospace Inc. relativement à la fabrication de pistons. La date de l'arbitrage a été établie pour le deuxième trimestre de l'exercice 2016.

La Société est en désaccord avec la position de Goodrich Corporation et croit agir en conformité avec ses ententes. Par conséquent, aucune provision n'avait été constituée au 31 décembre 2014 et au 31 mars 2014. Bien que la Société ne puisse prédire l'issue de ce processus d'arbitrage, elle a l'intention de défendre sa position dans cette affaire et dispose de motifs solides et sérieux pour ce faire dans le cadre du processus d'arbitrage.

MODIFICATION DE MÉTHODES COMPTABLES

Le 1^{er} avril 2014, la Société a adopté de façon rétrospective la norme ci-dessous. L'adoption de cette nouvelle norme n'a pas eu d'incidence sur les chiffres comparatifs des périodes antérieures.

IFRIC 21, *Droits ou taxes*

L'IFRIC 21 précise le moment de la comptabilisation d'un passif au titre d'une sortie de ressources imposée par une autorité publique conformément à la législation, en fonction des activités qui entraînent ce paiement. Les droits ou taxes s'appliquent de façon rétrospective pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} avril 2014. La Société a adopté l'IFRIC 21 le 1^{er} avril 2014 et l'adoption de cette norme n'a pas eu d'incidence sur les états financiers consolidés intermédiaires résumés de la Société.

Modification future des méthodes comptables

IFRS 15

L'IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés des contrats avec des clients*, établit un modèle unique afin de déterminer le moment et le montant des produits pouvant être comptabilisés. Ces modifications s'appliquent de façon rétrospective pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} avril 2017, et l'application anticipée est permise. La Société n'a pas encore évalué l'incidence de ces modifications.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES INTERNES

Conformément au Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, la Société a déposé des attestations signées par le chef de la direction et le chef de la direction financière qui, entre autres, font état des contrôles et procédures de communication de l'information ainsi que de la conception des contrôles internes à l'égard de l'information financière.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles et des procédures de communication de l'information, pour fournir une assurance raisonnable que l'information importante relative à la Société leur a été communiquée et a été divulguée adéquatement dans les documents intermédiaires.

Le chef de la direction et le chef de la direction financière ont également conçu, ou fait concevoir sous leur supervision, des contrôles internes à l'égard de l'information financière, pour fournir une assurance raisonnable que l'information financière de la Société est fiable et que les états financiers ont été dressés, aux fins de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

L'évaluation et la conclusion de la direction concernant la conception des contrôles et procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière n'incluent pas les contrôles, politiques et procédures de APPH qui a été acquise le 3 février 2014, comme le permet le Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières pour toute entreprise acquise au plus tôt 365 jours avant la date de clôture de la période visée par les documents intermédiaires. Les résultats générés par APPH sont inclus dans les états financiers consolidés intermédiaires résumés de Héroux-Devtek au 31 décembre 2014, et représentaient environ 32 % du total de l'actif de la Société au 31 décembre 2014, et environ 28 % de ses revenus pour la période de neuf mois close à cette même date.

Aucun changement n'a été apporté aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 31 décembre 2014 ayant eu ou pouvant raisonnablement avoir d'incidence importante sur les contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière.

RISQUES ET INCERTITUDES

Héroux-Devtek exploite ses activités dans des secteurs de marché comportant plusieurs facteurs de risque et incertitudes. Les risques et incertitudes décrits ci-dessous pourraient avoir une incidence défavorable importante sur les activités de la Société, sa situation financière et ses résultats d'exploitation et ils ne sont pas les seuls auxquels la Société doit faire face. Des risques supplémentaires et des incertitudes qui ne sont pas connus de la Société ou que, à l'heure actuelle, la Société considère comme étant sans importance, pourraient également avoir une incidence défavorable sur ses activités.

- Dépendance envers des clients importants
- Disponibilité et prix des matières premières
- Risques opérationnels
- Répercussions des activités terroristes et de l'instabilité politique
- Conjoncture économique
- Dépenses d'ordre militaire
- Fluctuations des devises
- Situation de trésorerie et accès à des sources de financement
- Clauses restrictives
- Fluctuations des taux d'intérêt
- Environnement commercial externe
- Pertes découlant de réclamations de dommages sous garantie
- Questions d'ordre environnemental
- Conventions collectives
- Main-d'œuvre qualifiée
- Obligations au titre des régimes de retraite
- Réussite de l'intégration de APPH (telle que définie ci-après); et
- Risques de litiges (tels que définis ci-après).

Risques associés à l'acquisition de APPH

L'acquisition par la Société de APPH était importante et la Société pourrait ne pas parvenir à intégrer et à regrouper avec succès les activités, le personnel et la technologie de APPH avec ses activités en place. Si la gestion de l'intégration par la direction n'est pas une réussite, la Société pourrait ne pas concrétiser les occasions de croissance que cette acquisition devrait créer. Même si la Société est en mesure d'intégrer avec succès les activités de APPH, cette intégration ne permettra pas nécessairement de réaliser tous les avantages que l'on prévoit actuellement tirer des occasions de croissance, que ce soit dans le délai prévu ou dans l'absolu. L'intégration avec APPH peut également imposer d'importantes contraintes à la direction. Rien ne garantit que l'acquisition de APPH permettra d'améliorer les résultats d'exploitation.

Risques de litiges

La Société est exposée aux risques de litiges dans le cours normal de ses activités de la part d'employés, de clients, de fournisseurs, de concurrents, d'actionnaires, d'organismes gouvernementaux ou d'autres parties qui peuvent prendre la forme d'actions privées, de recours collectifs, de procédures administratives, de mesures réglementaires ou d'autres procédures. Il est difficile d'anticiper ou de quantifier l'issue d'un litige. Les demandeurs dans ces types de poursuites ou de réclamations peuvent chercher à obtenir des montants très importants ou indéterminés, et l'ampleur de la perte éventuelle dans le cadre de ces poursuites ou réclamations peut demeurer inconnue pendant de longues périodes de temps. Peu importe le résultat, un litige peut entraîner des coûts importants pour la Société. En outre, un litige pourrait détourner l'attention et les ressources de la direction des activités quotidiennes de la Société.

DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES CHOISIES

(en milliers \$, sauf les données par action)	Exercice 2015			Exercice 2014				Exercice 2013 ⁽¹⁾
	31 déc. 2014	30 sept. 2014	30 juin 2014	31 mars 2014	31 déc. 2013	30 sept. 2013	30 juin 2013	31 mars 2013
Ventes découlant des activités poursuivies	88 368	84 086	86 408	91 212	61 448	56 402	62 972	73 816
BAIIA découlant des activités poursuivies ⁽²⁾	10 942	9 215	10 009	7 728	7 170	6 254	7 747	10 031
BAIIA ajusté découlant des activités poursuivies ⁽²⁾	11 544	9 978	10 360	13 249	8 286	6 518	7 747	10 031
Résultat net découlant des activités poursuivies	(1 909)	3 273	3 500	1 230	2 608	2 584	2 814	4 599
Résultat net ajusté découlant des activités poursuivies ⁽²⁾	4 361	3 839	3 756	5 953	3 697	2 794	2 814	4 599
Résultat net découlant des activités abandonnées	—	—	—	—	—	—	—	3 679
Résultat net	(1 909)	3 273	3 500	1 230	2 608	2 584	2 814	8 278
Résultat par action découlant des activités poursuivies (\$) – de base et dilué	(0,05)	0,09	0,11	0,04	0,08	0,08	0,09	0,15
Résultat par action ajusté découlant des activités poursuivies (\$) – de base et dilué ⁽²⁾	0,12	0,11	0,12	0,19	0,12	0,09	0,09	0,15
Résultat par action (\$) – de base	(0,05)	0,09	0,11	0,04	0,08	0,08	0,09	0,26
Résultat, par action (\$) – dilué	(0,05)	0,09	0,11	0,04	0,08	0,08	0,09	0,26
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en millions de dollars)	36,0	36,0	31,9	31,7	31,7	31,7	31,7	31,7

⁽¹⁾ Les résultats de l'exercice 2013 ont été retraités par suite de l'adoption de la version modifiée de l'IAS 19, Avantages du personnel.

⁽²⁾ Se reporter à la rubrique intitulée « Mesures non conformes aux IFRS » plus haut.

PERSPECTIVES

Les conditions demeurent favorables dans le marché de l'aérospatiale commerciale. Selon les prévisions de l'IATA pour l'année civile 2015, le marché des passagers devrait enregistrer une croissance robuste de 7,0 %, tandis que le volume de fret aérien devrait croître de 4,5 %¹.

Dans le créneau des avions commerciaux gros porteurs, Boeing et Airbus procèdent à des augmentations des cadences prévues de production de plusieurs programmes jusqu'à l'année civile 2018². Les carnets de commandes des deux avionneurs demeurent bien remplis et représentent environ huit années de production aux cadences actuelles.

Globalement, dans le marché des jets d'affaires, les livraisons ont augmenté de 9,3 % au cours des neuf premiers mois de l'année civile 2014 et des signes positifs semblent encore indiquer que les conditions de marché continuent de s'améliorer. Par exemple, le nombre de déplacements d'avions d'affaires a progressé aux États-Unis et la proportion de la flotte des avions d'affaires à vendre a diminué au cours des douze derniers mois. Plus important encore, des sources de l'industrie anticipent une croissance soutenue sur une période de plusieurs années au cours de laquelle l'on prévoit l'entrée en service de modèles de jets d'affaires pour lesquels Héroux-Devtek a conçu le train d'atterrissage³.

Les conditions dans le marché de l'aérospatiale militaire devraient demeurer difficiles alors que les gouvernements tentent de résorber leurs déficits. Aux États-Unis, bien que les coupes budgétaires imposées par le Congrès (*Sequestration*) aient été éliminées jusqu'à la fin de l'exercice financier 2015 du gouvernement américain, les demandes de financement en cours au-delà de cet horizon surpassent les limites budgétaires établies, ce qui pourrait avoir des répercussions sur la Société au cours de ses prochains exercices. Cependant, l'acquisition de APPH réduit l'exposition relative de la Société au marché militaire américain, de sorte que son portefeuille plus diversifié géographiquement dans le secteur militaire et constitué principalement de programmes d'envergure, jumelé à l'équilibre que la Société maintient entre la fabrication de nouveaux composants et la fourniture de produits et services sur le marché secondaire, devrait atténuer ces éventuelles répercussions.

Le bilan de la Société demeure sain avec une trésorerie et des équivalents de trésorerie de 40,6 millions de dollars au 31 décembre 2014. Cette somme, combinée aux fonds disponibles en vertu de sa facilité de crédit, permettra à Héroux-Devtek de financer ses dépenses en immobilisations prévues d'environ 135 millions de dollars au cours des exercices 2015 et 2016, y compris des investissements d'environ 105 millions de dollars liés au contrat portant sur la fourniture des trains d'atterrissage du Boeing B-777.

Au 31 décembre 2014, le carnet de commandes fermes de Héroux-Devtek s'élevait à 459 millions de dollars, en hausse par rapport à 450 millions de dollars à la clôture du précédent trimestre. Malgré ce carnet de commandes bien rempli et les solides relations d'affaires qu'elle entretient avec ses clients, la Société continuera d'accroître sa productivité et de réduire sa base de coûts afin de demeurer concurrentielle compte tenu du caractère de plus en plus mondial de l'industrie aérospatiale.

Pour l'exercice en cours qui prendra fin le 31 mars 2015, Héroux-Devtek profitera de l'apport de APPH pendant un exercice complet, tandis que sur une base comparable, les ventes devraient demeurer relativement stables par rapport à l'exercice 2014, si l'on exclut l'incidence de la fluctuation des devises. Du fait que les forces motrices de ses principaux marchés ne devraient pas évoluer de manière importante, et toujours en excluant l'incidence de la fluctuation des devises, la Société prévoit que la croissance interne de ses ventes dans le marché de l'aérospatiale commerciale sera contrebalancée par un recul des ventes comparables dans le marché de l'aérospatiale militaire. Sur un horizon à plus long terme, la performance de Héroux-Devtek sera stimulée par la croissance de ses activités européennes, le démarrage du contrat du Boeing B-777, l'accélération de certains programmes de conception de trains d'atterrissage, l'atteinte de l'augmentation prévue des cadences de production des grands avionneurs, une reprise soutenue dans le marché des jets d'affaires et des conditions plus stables dans le secteur militaire au-delà de l'exercice 2015.

Grâce à ces facteurs clés de croissance, la Société croit pouvoir réaliser des ventes d'environ 500 millions de dollars d'ici son exercice 2019, en supposant qu'aucune autre acquisition ne soit réalisée et que les taux de change entre le dollar canadien, le dollar américain et la livre sterling demeurent stables, et en tenant compte des contrats de change à terme auxquels la Société est partie.

Renseignements supplémentaires et information continue

Cette analyse par la direction de la situation financière et des résultats d'exploitation a été approuvée par le comité d'audit et le conseil d'administration le 4 février 2015. De l'information plus récente concernant la Société est disponible sur le site Web SEDAR, à l'adresse www.sedar.com.

¹ Source : Performance économique de l'industrie du transport aérien, publié par l'IATA, en décembre 2014.

² Sources : Communiqués de presse d'Airbus publiés les 4 novembre 2014 et 24 février 2014. Communiqués de presse de Boeing publiés les 2 octobre 2014, 20 mars 2014, 24 janvier 2014 et 31 octobre 2013.

³ Sources : JETNET, FAA, Teal Group.